

La dimension politique des droits économiques, sociaux et culturels

UNE INVITATION AU DÉBAT

Manuel Canto

Miguel Concha

Andrés Pérez Baltodano

Carlos San Juan Victoria

Maribel Wolf



Red Mexicana de Investigadores, S.C.



Terre des Hommes
France



Première édition 28 mars 2006

Terre des Hommes France
Réseau Mexicain des Investisseurs SC
Tamaulipas 66, Colonia Condesa
Delegación Cuauhtémoc, CP 06140
México, D. F.

"Ce document a été réalisé avec le soutien financier de la Communauté européenne. Son contenu est de la responsabilité exclusive de Terre des Hommes France et ne doit en aucune manière être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne."

Traduction : Agnès Aliu Marin

Relecture : Jacqueline Dartois

Table des matières

Présentation	4
Les droits économiques, sociaux et culturels et la gauche latino-américaine <i>Manuel Canto et Maribel Wolf</i>	6
La dimension politique des droits économiques, sociaux et culturels en Amérique latine <i>Carlos San Juan Victoria</i>	9
Les droits économiques, sociaux et culturels et la gauche sociale <i>Miguel Concha</i>	14
Les droits économiques, sociaux et culturels et la gauche nécessaire pour une autre société <i>Andrés Pérez Baltodano</i>	17
Conclusion de la discussion : dix thèses sur les droits économiques, sociaux et culturels	24

Présentation

En 2000, Terre des Hommes France et ses partenaires en Amérique latine ont décidé de mener à bien un programme d'expériences de promotion des droits économiques, sociaux et culturels (DESC) dans différents pays : Brésil, Mexique, Nicaragua, Guatemala, Venezuela, Argentine, lesquelles furent recueillies dans un livre publié par Icaria (Barcelone) en 2004, *Les exigences de la société civile, les responsabilités de l'État*. Le programme établi visait à renforcer la capacité des organisations sociales pour l'accès à la justice et la négociation de politiques publiques. Le but était de rechercher des moyens d'obtenir des avancées dans la négociation de ces politiques et des réparations pour les victimes de violations de droits. Ce programme, fondé sur l'idée d'exigibilité des droits économiques, sociaux et culturels, a été défini alors comme « un processus politique qui intègre la "justiciabilité" des droits » (conclusions du Séminaire de Barcelone, novembre 2000).

Les textes présentés ici ont pour objectif de déclencher une réflexion à partir des problèmes rencontrés au cours des expériences de chaque pays qui sont résumées dans le chapitre : *Les DESC et la gauche latino-américaine*, élaboré par Maribel Wolf et Manuel Canto chargés pendant ces années de suivre et d'analyser le programme décidé en 2000. Sur cette base, quelques spécialistes de la région ont écrit de courts essais - reproduits dans cet ouvrage - et ont échangé des opinions en fonction de leurs connaissances et de leur expérience qui figurent dans la dernière partie de cette publication. Il ne s'agit pas d'un document finalisé, au contraire, nous aspirons à apporter des réponses capables d'influer sur d'autres réseaux de dialogue, aussi bien en Amérique latine qu'en Europe. Si dans nos propres organisations nous nous intéressons à l'analyse et aux évolutions des tendances politiques et à leurs perspectives, nous devons reconnaître qu'on ne peut défendre les droits économiques, sociaux et culturels, fondement de notre travail, hors de leur contexte politique dont nous souhaitons rappeler quelques-unes des caractéristiques fondamentales.

Les démocraties actuelles en Amérique latine se trouvent dans une situation précaire étant donné que leurs économies dépendent des critères de libre-échange établis par les pays et les zones géographiques développés : États-Unis et Europe, lesquels disposent comparativement d'avantages économiques considérables. En Europe, les pays industrialisés encouragent les populations à un comportement de forte consommation susceptible d'étouffer les exigences sociales. Les consommateurs ainsi aveuglés ne perçoivent pas qu'ils portent gravement atteinte à leurs droits de citoyens gagnés difficilement au cours des décennies passées grâce aux luttes sociales.

En Amérique latine la majorité des gouvernements, par conviction ou par intérêt, adhère au dogme du néolibéralisme fondé sur les intérêts de pays tiers et sont incapables de répondre, par manque de volonté politique ou de moyens, aux aspirations et aux droits des millions de pauvres de leurs pays, victimes de ce destin injuste, alors que ce sont les citoyens qui sont censés construire la démocratie.

Si une pauvreté persistante dévaste tous les pays de la région, y compris les grandes économies comme le Brésil et le Mexique, n'oublions pas que le plus grave est que le territoire latino-américain continue d'être le plus inéquitable du monde.

Dernièrement, mais de façon très nette, nous avons pu constater en Amérique latine une évolution vers la gauche démocratique. Celle-ci s'écarte sensiblement de la gauche qui dans un passé récent a provoqué les soulèvements rebelles armés contre les dictatures. Cette évolution politique, unie au mouvement continental de la société civile qui lève le drapeau de la démocratie participative dans laquelle nous sommes tous engagés, exige de notre part de l'imagination pour concevoir l'avenir, en nous basant sur l'analyse des expériences antérieures. Nous pouvons constater dans les Forums

sociaux mondiaux (FSM) organisés à partir de 2001 une importante mobilisation sociale. Depuis cette date nous avons vu apparaître dans des pays tels que le Brésil, le Venezuela, la Bolivie, et d'autres en perspective, des gouvernements élus ayant une forte base sociale.

Dans ce nouveau contexte, nous essayons d'amorcer une première phase de réflexion sur la dimension politique des DESC qui s'appuie, d'un côté, sur les inquiétudes recueillies dans les différents espaces de concertation de la société civile auxquels nous avons pris part sur les deux continents et, de l'autre, sur les programmes mis en place en 2000 depuis notre propre espace pour éveiller les consciences en matière de droits de l'Homme et en particulier de droits économiques, sociaux et culturels. Nous considérons que ceux-ci peuvent être un moyen de canaliser les luttes sociales pour résoudre les problèmes d'éducation, de santé, de travail, de logement... toujours d'actualité, mais nous savons que pour cela il est nécessaire d'avoir perspective et portée politiques.

Au cours du suivi réalisé dans divers pays, nous avons pu constater que la sensibilisation en matière de droits requiert une conscience et un environnement démocratiques pour que les personnes concernées puissent obtenir des réponses à leurs demandes de la part des institutions publiques à différents niveaux : mairies, gouvernements territoriaux ou nationaux selon la législation en vigueur. Mais nous avons également remarqué la faible volonté politique des États qui cherchent davantage à satisfaire les intérêts commerciaux qu'à répondre aux exigences sociales, ce qui fait à nouveau de l'action politique la condition *sine qua non* de la réalisation et de la garantie des DESC.

Dans ces conditions, nous nous devons de prendre en compte la coopération internationale qui, considérée comme un facteur pouvant influencer les politiques sociales des pays qui en dépendent pour répondre aux intérêts de la majorité pauvre, doit être analysée dans son propre contexte, c'est-à-dire des occasions déterminées au préalable par les gouvernements qui choisissent les orientations en accord avec le dogme néolibéral plus qu'avec les exigences sociales et politiques de leurs citoyens. Cette coopération devient alors un conglomérat d'intérêts divers et contradictoires et un facteur de transmission de lignes politiques globalisantes et excluantes.

La société civile organisée, tributaire jusqu'à présent pour son action de cette coopération internationale, offre occasionnellement des analyses critiques, bien qu'elles aient en général une portée limitée. La coopération européenne ne fournit pas non plus un niveau de critique et d'influence satisfaisant. En essayant de réaliser des projets sur des objectifs imposés, avec une marge de manœuvre très limitée et dans un environnement corrompu, elle a, dans le meilleur des cas, la capacité de limiter les dégâts et dans le pire, elle collabore avec - ou est complice - des politiques qui empêchent le progrès de la démocratie et de l'intégralité des droits de l'Homme.

Les forums internationaux se voient aussi très limités dans leur rôle d'espaces de négociation avec les forces internationales qui sont soumises à la puissance des États-Unis. Cependant, ils apparaissent comme un référent nécessaire à la lutte pour les droits.

D'après ce qui précède, il semble que le débat sur la dimension politique des DESC pourra constituer un atout essentiel pour tous les acteurs de la société civile qui luttent pour un profond changement, lequel, pour être efficace, ne peut plus se restreindre au cadre national mais doit venir de nombreux territoires et de multiples conditions sociales et culturelles.

Les DESC et la gauche latino-américaine

Manuel Canto
Maribel Wolf

Le problème

Un nouveau cycle d'arrivée des partis de gauche au gouvernement semble se profiler en Amérique latine. Au Brésil, au Chili, en Uruguay et au Venezuela (toute controverse mise à part), la gauche tente sans aucun doute de gouverner. Dans un avenir proche il ne serait pas impossible de voir des partis de gauche s'installer au gouvernement du Mexique et du Nicaragua. Si en plus de cela nous prenons en compte l'indépendance du gouvernement argentin en matière de finances internationales et la pression politique que les indigènes exercent en Bolivie et en Équateur, l'affirmation initiale ne paraît pas alors seulement être une vision pleine d'optimisme.

Pour prendre au sérieux les occasions fournies par une telle conjoncture, il faut comprendre le dilemme auquel sont confrontés tous les partis de gauche qui accèdent au pouvoir : d'un côté, la nécessité de répondre aux exigences de la société - dont la revendication fut au cœur de leur triomphe électoral - ce qui nécessite de réformer les politiques sociales et économiques et de l'autre, le besoin de maintenir la stabilité politique en passant des accords avec les différentes forces en place, en particulier avec les organismes multinationaux. Les nouveaux gouvernements de gauche sont alors amenés à prolonger les politiques de ceux qui les ont précédés et donc, en grande mesure, à amplifier l'exclusion des majorités, qui sont finalement déçues par le gouvernement qu'elles ont élu. Ou alors, si la gauche au pouvoir cherche à entreprendre des réformes, elle se retrouve face aux minorités puissantes qui parviennent à déstabiliser le système jusqu'à annuler les effets de ces réformes. Redistribution et stabilité économique, réformes socio-économiques et stabilité politique, en fin de compte : développement et gouvernance semblent des termes difficiles à concilier.

Devant ces dilemmes les gouvernements de gauche choisissent souvent de mettre en place quelques programmes sociaux qui, s'ils allègent les carences de la société, ne modifient pas les tendances à l'exclusion. Les stratégies économiques néolibérales peuvent coexister avec des ajustements mineurs des politiques sociales car ceux-ci ne changent en rien leurs lignes directrices.

Est-il possible d'envisager que, dans le cadre de politiques publiques ayant pour objectif de modifier les tendances à l'exclusion, les DESC puissent contribuer à engendrer un consensus sur la nécessité d'opérer des réformes socio-économiques permettant de maintenir la stabilité politique et de développer et d'étendre la démocratie ?

Idéologie et propositions de la gauche

Contrairement à ce qui précède, nous constatons qu'il existe un consensus international sur le maintien des politiques socio-économiques actuelles, alors qu'il est de plus en plus évident qu'elles sont insoutenables. Nous pourrions dire que le consensus néolibéral est passif à cause du manque de propositions de la part des partis de gauche, lesquels semblent plus inquiets de la domination du marché, sujet sur lequel ils s'appuient pour leur victoire électorale, que de proposer des réformes sociales convaincantes, pas seulement pour leurs électeurs mais aussi pour ceux qui, bien que n'ayant pas voté pour la gauche, seront tout de même soumis à ce gouvernement et dont l'opposition ou l'acceptation déterminera la gouvernabilité. La soif d'une victoire électorale empêche la réflexion

sur l'offre faite à la société et sur la stratégie de gouvernement et crée ainsi un vide idéologique. Les propositions sont remplacées par des postulats généraux sur la justice sociale, sur le combat contre la pauvreté qui, par manque de soutien conceptuel et d'une stratégie qui en découle, finissent par se convertir en promesses non respectées. Jusqu'à présent, la majorité des candidats de gauche qui ont des possibilités réelles de gagner les élections ont senti le besoin d'offrir la garantie - non à leurs sympathisants qui leur sont acquis, mais à leurs adversaires et en premier lieu aux dirigeants d'entreprise et à travers eux aux États-Unis - que les politiques engagées envers les pauvres ne changeront pas de manière significative le contexte économique.

Par ailleurs, quand la gauche entend avoir son propre discours, elle ne fait que se réfugier dans la vieille immobilité qui à chaque problème social oppose une même réponse : la création d'une nouvelle forme de gouvernement, sans tenir compte du fait que la prédominance des organismes multinationaux sur la scène mondiale rend toute modification envisagée seulement au niveau national insoutenable. Il est donc indispensable de prendre en compte les acteurs internationaux en plus de cette même société, mais ce sujet n'est pas traité dans l'idéologie de gauche. *Est-il possible de préconiser les DESC comme soutien d'une proposition idéologique alternative ?*

Partis politiques et organisations de la société civile

Nous savons que les DESC ont toujours été considérés comme un élément indispensable, avec une valeur morale, mais sans contrainte juridique ni politique. Les convertir en principes exigibles - pour le domaine politique - et justiciables - pour le domaine juridique - est une condition fondamentale de leur intégration à la stratégie de la gauche. Pour cela, certaines questions doivent être soulevées telles que : *y a-t-il une quelconque hiérarchie entre l'aspect juridique et l'aspect politique des DESC ?* Dans un premier temps, nous pourrions répondre qu'il est indispensable de lutter simultanément pour leur justiciabilité et pour leur exigibilité, mais l'expérience nous dit que chacune requiert des stratégies propres. Ce n'est pas la même chose de lutter pour des adaptations législatives que pour des modifications des politiques publiques. De plus, ce ne sont pas les mêmes acteurs qui luttent pour les unes et pour les autres. Pour donner un seul exemple : les actions des organisations qui défendent les droits humains et en font la promotion sont assez différentes de celles qui cherchent à influencer sur les politiques publiques ou sur le développement. Pour pouvoir inclure les DESC dans les propositions des partis de gauche, il est nécessaire d'avoir un dialogue entre ceux-ci et les organisations de la société civile (OSC). Or, cela n'a pas toujours été facile, car ils ont souvent tendance à ne pas s'entendre sur leurs fonctions respectives. *Certaines stratégies peuvent-elles être communes ? Est-il possible d'arriver à un accord entre partis politiques et OSC ?*

Le système des Nations unies

Un des aspects les plus importants de la mise en application des DESC est le rôle joué par le système des Nations unies. Pourtant, on entend souvent parler des difficultés et des limites que connaît l'ONU pour remplir sa mission et dans ce cadre, est-il possible d'envisager son renforcement ? Néanmoins, elle est le théâtre d'une nouvelle dynamique autour des DESC. Il existe actuellement à l'ONU, dans le groupe de travail sur le Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels¹ (PIDESC), une discussion sur la possibilité d'accorder - dans un délai lointain - un Protocole "à la carte" c'est-à-dire que chaque État qui le signera pourra choisir les DESC qui lui paraîtront justiciables en fonction de ses politiques internes. Cette proposition est inacceptable pour les OSC car elle va à l'encontre du principe même de la dignité humaine et de l'indivisibilité de tous les droits reconnus dans la Déclaration universelle des

1 NdT : Le Protocole facultatif au PIDESC a été adopté le 10 décembre 2008 par l'Assemblée générale des Nations unies.

droits de l'Homme de 1948, dans le PIDESC et dans les déclarations de Téhéran et de Vienne. Malheureusement, on ne peut exclure que nous nous dirigeons vers une solution « pragmatique » de ce type. *Cela peut-il réellement représenter une avancée comme certains le prétendent ? Quels seraient les coûts et les bénéfices d'avancées limitées, restreintes aux dynamiques nationales ?*

En guise de conclusion

Il est possible pour les partis politiques d'inclure les DESC dans leurs programmes puisque leur défense et leur promotion sont en grande partie prises en charge par les OSC. Pourtant, celles-ci aussi sont soumises à certaines restrictions comme le temps nécessaire pour instaurer de tels processus et la difficulté de faire le lien en pratique entre les situations concrètes et les droits. Le défi pour tout parti de gauche est d'obtenir le pouvoir, mais le défi pour un parti *démocratique* de gauche est de réfléchir à la manière de réaliser son programme en ayant à l'esprit que par définition la détention du pouvoir est temporaire. Ce n'est pas seulement en l'obtenant que les réformes nécessaires se feront, car son exercice n'est pas permanent et un seul mandat n'est pas suffisant pour promouvoir ces réformes. Aujourd'hui, il n'est plus admissible que des objectifs politiques soient mis en œuvre uniquement pour la durée d'un mandat, ils doivent s'inscrire dans la durée et ne plus être remis en cause à l'arrivée au pouvoir d'un nouveau parti. La clé est donc de savoir comment convaincre la société que des réformes sont nécessaires, car c'est elle qui continue d'être, et *comment persuader les partis que c'est là l'essentiel ?*

La dimension politique des DESC en Amérique latine

Carlos San Juan Victoria¹

Le document principal s'interroge sur la capacité des droits économiques, sociaux et culturels (DESC) à offrir une alternative pour un nouvel horizon politique au moins sur les points suivants :

- génération de nouveaux consensus qui rendent compatibles le développement et la démocratie et l'intégration aux États-nations latino-américains ;
- rapprochement des organisations non gouvernementales (ONG) et des partis politiques dans le cadre de politiques publiques visant à exprimer ces nouveaux consensus ;
- établissement de ces politiques publiques non pas en fonction du programme d'un chef politique ou d'un parti, mais en tant que politiques de l'État ;
- développement et renforcement d'un ordre mondial alternatif.

Je propose quelques réponses à ces interrogations décisives. Elles sont organisées autour de trois contradictions qui semblent faire partie de la politique latino-américaine et mexicaine et qui permettent des marges d'action immédiate, mais qui annoncent également que nous nous trouvons dans une perspective à moyen et à long terme.

Voici en bref quelles sont mes suggestions.

- Que le débat sur les DESC s'inscrive dans un contexte continental d'urgence visant à résoudre une crise politique qui a freiné le processus décisionnel des réformes structurelles² et qui cache une forte polarisation et exclusion de la société avec un nouvel ordre qui s'appuie sur le terrain dangereux de l'exclusion de la masse. Sans écarter d'autres solutions, beaucoup de forces sociales et politiques parient sur la formulation d'un consensus qui, sous la suprématie intellectuelle et politique actuellement en vigueur, ne prend pas en compte les DESC. Dans ce contexte contradictoire, les DESC peuvent offrir une autre solution, celle d'une négociation équilibrée entre les nombreux intérêts sociaux non pris en compte et les plateformes des groupes de pouvoir les mieux placés, dont le centre est un autre ordre capitaliste, non pas de rapacité sauvage mais qui permette de faire des affaires et aussi de créer des sociétés viables, c'est-à-dire une société civile forte (union des formes associatives et des organisations sociales).
- Que parvenir à un accord effectif avec un solide consensus passe par une autre contradiction, celle qui existe entre la société et les partis qui monopolisent la politique et sont fortement investis par les groupes de pouvoir locaux et mondiaux. Là les DESC peuvent permettre de rétablir la relation entre les partis politiques et la société qui, à l'avenir, mettra en place des mesures immédiates et à plus long terme pour « générer » de plus grandes et de meilleures société civile et citoyenneté.
- Finalement, qu'il est possible de conclure un accord avec les gouvernements déjà en place pour commencer à mettre en œuvre les DESC dans des domaines stratégiques comme la croissance et l'expansion du bien-être.

¹ Membre du REMISOC (Red Mexicana de Investigadores de la Sociedad Civil, Réseau mexicain d'organisations de la société civile).

² Par réformes structurelles, j'entends l'adaptation au marché de l'économie et de la société des pays latino-américains.

Pourquoi l'urgence du consensus ?

L'émergence de personnages et de partis politiques à la gauche du spectre politique latino-américain coïncide avec deux autres processus.

1 - L'incertitude due aux cycles courts, fragiles et peu créateurs de croissance sous le modèle néolibéral mondialisé qui génère un sentiment d'insécurité face à l'avenir, fragmente et affaiblit la citoyenneté, cela associé à une certaine désillusion à l'égard de la démocratie, rend plus imprévisibles encore les votes et les préférences électorales.

2 - En outre, et depuis le relatif succès continental des politiques d'ajustement et de réformes structurelles de première génération réalisées sous un présidentielisme fort (Menem en Argentine et Salinas au Mexique en sont les figures emblématiques), les réformes structurelles de seconde génération se trouvent retardées dans le contexte politique actuel où le présidentielisme est toujours en vigueur. Cependant, on reconnaît une diversité politique en progrès, même si elle est limitée par le manque de perspectives réelles offertes par les réformes.

Avec cela s'ouvre une conjoncture inédite et avec un fort potentiel, où l'on peut jouer sur l'alternance et la relève des équipes politiques, des discours, des perspectives et de la reformulation des consensus.

Le train de la modernisation néolibérale est momentanément en cours de ralentissement et ce, dans plusieurs pays. Il semble qu'il soit nécessaire de conclure des accords basiques entre les différents conducteurs, ainsi que de susciter quelques tentatives de rébellion dans les wagons, afin de créer la possibilité pour les passagers de première, de seconde et même de troisième classe d'être entendus.

En bref, je suggère d'envisager une conjoncture avec trois débouchés possibles :

1) en premier lieu, la stimulation de la continuité de ces politiques et la réalisation des réformes structurelles sans négociation avec les intérêts citoyens, imposant ainsi la suprématie patronale que l'on connaît actuellement. Cela rendrait la cohabitation sociale plus fragile à cause de l'accentuation sans restriction d'une forme historique de capitalisme qui spolie les gens, s'approprie l'épargne, les ressources naturelles ;

2) en second lieu, des risques non pas de rupture politique mais d'instabilité et de décomposition de la société, suite à l'aggravation et à l'extension des exclusions ;

3) en troisième lieu, l'obtention d'un accord national qui trouve un équilibre entre les exigences des pouvoirs mondiaux et locaux et les besoins essentiels de la population et qui considère la construction d'un terrain social solide comme prioritaire, avec une société civile forte et des processus de construction de la citoyenneté.

Cependant cette ouverture et cette mobilité ont deux grandes limites :

- la première est qu'il existe un consensus énorme au niveau idéologique et politique sur l'unique voie considérée comme responsable et possible. C'est celle qui connaît précisément une crise et qui est responsable de la fragilité, de l'instabilité et du caractère exclusif du modèle de croissance. Ce consensus, patiemment alimenté pendant vingt ans, en lutte acharnée contre les supposées hérésies appelées « populisme, étatisme, totalitarisme », s'autoproclame comme le « centre politique » autour duquel gravite la diversité politique et qui réduit les possibilités réelles de changement ;
- la seconde est que le nouvel ordre du monde et celui des États-nations est un ordre de pouvoir à la fois réel et symbolique. Il ne s'agit pas seulement de la domination d'idées mais aussi de structures et de relations de pouvoir qui obligent chaque gouvernement en Amérique latine, quelle que soit son idéologie, à s'ouvrir et à favoriser les échanges et non

les droits des citoyens, à utiliser les excédents pour couvrir les dettes et non pour renforcer les capacités nationales, à rémunérer les capitaux volatils et non le travail.

Pour ajouter encore à la complexité de cette conjoncture, il faut indiquer que la nécessité de trouver un consensus, en dehors des autres éléments mentionnés plus haut, vient de deux grands groupes sociaux qui ne vont pas nécessairement dans la même direction.

D'un côté on trouve les pouvoirs nationaux et mondiaux qui ont perdu foi en la démocratie et en les classes politiques émergentes qui apparemment ne peuvent agir et mener les réformes structurelles permettant d'ouvrir les possibilités d'investissements dans les domaines de l'énergie, de l'éducation, de la santé, de la sécurité sociale, etc. Ces pouvoirs décisionnels se contentent pour le moment de reformuler un consensus qu'ils savent déjà gagné après tant d'années de lutte contre l'étatisme latino-américain et cet acte n'est pas anodin si l'on considère qu'en d'autres temps ces mêmes pouvoirs n'avaient pas hésité à recourir à la répression par la force civile et militaire.

De l'autre côté il y a ceux, divers et variés, qui résistent mais qui sont déçus, qui critiquent mais sont découragés, parmi lesquels des représentants des petits entrepreneurs, des classes moyennes salariées, du monde ouvrier et du secteur agricole, des féministes, des indigènes, des jeunes et des femmes qui tentent comme ils peuvent de créer d'autres bases pour l'avenir. C'est l'espace d'une grande coalition sociale potentielle qui pour la première fois mobilise les « perdants » du nouvel ordre, mais aussi les acteurs sociaux, comme les féministes, qui ont obtenu des avancées significatives ces dernières années.

Si pour le premier groupe le problème central à la formulation d'un consensus est de savoir comment perpétuer le processus actuel de réformes et comment générer des espérances qui contrôlent l'angoisse sociale, pour le second le problème est tout autre. Il s'agit de ralentir l'élan antérieur et d'ouvrir une négociation qui prenne en compte cette plateforme dont l'existence est jusqu'à ce jour faiblement établie dans le consensus actuel. En d'autres termes, il s'agit de réformer le consensus précédent et c'est dans cette logique que s'inscrivent les DESC.

Avec ces nuances à l'esprit, je reviens à la première affirmation : les DESC, dans leur contenu conceptuel, permettent d'imaginer un autre horizon pour ce consensus urgent. De quelle manière multiple et polyvalente les DESC se placent-ils dans la conjoncture actuelle ?

- *En tant que plateforme qui laisse s'exprimer les sans voix*, l'énorme diversité culturelle, les formes de vie économique et culturelle dont les carences et les restrictions se sont intensifiées en vingt ans d'ajustements et de réformes du modèle néolibéral. Dans ce contexte, les DESC doivent agir comme un vecteur de la mondialisation permettant d'unifier les diversités locales et nationales afin d'influer sur les décisions majeures. Pour cela il est vital qu'ils soient répandus et appropriés pour la grande diversité des organisations sociales et civiles intermédiaires et qu'ils soient promus dans les premiers actes de résistance et de non-conformisme des quartiers, zones manufacturières, zones rurales et lieux de passage des migrants. Les DESC, avant et en même temps que le consensus national, doivent être la cuirasse conceptuelle qui aide à reconstituer les acteurs sociaux et leurs capacités d'incidence.
- *En tant que dissension nécessaire à la reformulation du consensus actuellement en vigueur*. Les DESC requièrent des modèles de développement tournés vers les personnes, les localités et les nations pour réveiller leurs potentialités. Ils demandent des sociétés de haute intensité, porteuses de statuts intégraux de droits et reconnues comme des actrices sociales et politiques. Ils ont besoin d'une démocratie ouverte à la pluralité des intérêts et non monopolisée par les groupes de pouvoir. Ils sont le pendant des États avec une

responsabilité sociale, avec des institutions et des lois qui rendent les droits exigibles et justiciables, avec les capacités de promouvoir de façon directe la force et les potentialités de la société. En bref, *ils sont le corollaire des États de droit*. À partir de cet horizon possible, ils doivent indiquer et critiquer les insuffisances actuelles du consensus pour provoquer une dissension capable de donner de nouvelles bases aux accords futurs.

- *En tant qu'ébauche d'un accord national qui considère comme urgent le fait de concilier l'accroissement du secteur privé mais aussi, et en priorité, du secteur social et l'amplification de l'État-providence*, capable d'obtenir une plus grande autonomie nationale pour l'élaboration des propres politiques de l'État qui ne soient pas une simple répétition des formules du Consensus de Washington. Cela nécessite une réorientation fondamentale au regard des voies empruntées jusqu'à présent. Cet accord national qui prend en compte les DESC *doit envisager la renégociation des réformes structurelles* et l'ouverture d'un nouveau paquet de réformes économiques et d'État pour rendre viable une autre forme de cohabitation. Étant donné la pleine vigueur des relations de pouvoir nationales et internationales, il s'agirait essentiellement d'initier un processus encore limité, mais à fort contenu symbolique, où se feront les premiers pas de la formulation de politiques d'État dans un contexte de croissance et ce, dans l'objectif stratégique de « produire » une plus grande société civile et citoyenne en tant que forme solidaire de vie, conçue comme la promotion des potentiels sociaux, locaux et régionaux des citoyens, des organisations, des coopératives, des associations, etc.

Peut-on dépasser le désaccord entre politique professionnelle et société ?

Dans sa courte vie, le système des partis a fait l'objet d'un fort discrédit social en raison de ses signes persistants de corruption, de promotion des intérêts des groupes de pouvoir, de monopole auto-référent - donc, d'absence de politiques d'alliances et de compromis avec des coalitions sociales - et surtout, en raison de sa grande inefficacité pour accorder *les plateformes communes dans la diversité* qui permettent d'avancer dans les chantiers nationaux.

Dans la conjoncture actuelle, il y a de plus en plus de concurrence réelle avec le pluralisme partisan et son homogénéité négative où tous se ressemblent dans leurs aspects les plus révoltants, la forte imprévisibilité des préférences électorales, conséquence directe de la méfiance des électeurs envers tous les partis, et l'augmentation de l'abstention. Le comble des paradoxes est que les partis, en tant qu'espaces d'élaboration de propositions nationales et de consensus, commencent à être accompagnés et parfois même dépassés par des initiatives sociales diverses qui viennent répondre au vide tangible. Dans cette démocratie partisane, si l'on veut avancer, on devra remédier à la désillusion ressentie à l'égard de la démocratie.

De nombreuses classes politiques croient qu'elles résoudront cette crise grâce au marketing et à leur présence dans les moyens de communication de masse. Les DESC offrent un autre ensemble d'opportunités qui consiste à impliquer la société pour mettre fin à la désillusion de trois façons :

- par l'engagement des partis pour avancer dans la promotion des droits fondamentaux, en particulier des DESC actuellement hors des agendas publics ;
- en palliant le déficit de représentation des coalitions des « perdants » en promouvant leur expression pertinente en congrès et au gouvernement ;
- en créant des plateformes pour le chantier national commun, centrées sur des politiques d'État dirigées vers la croissance et le bien-être, dans l'objectif de « produire société civile et citoyenneté » qui devront être développées dans les domaines budgétaire, législatif et dans les politiques de gouvernement. Cela requiert de façon parallèle que les organisations civiles, très diverses, s'assument en tant que fer de lance de cette lutte et en ce sens, qu'elles ajoutent à leurs différentes lignes de travail un même objectif stratégique : la promotion de

larges coalitions sociales, de plateformes pour le chantier commun et de ponts avec les institutions politiques.

En établissant cette connexion entre les partis et les organisations civiles et sociales promotrices de grandes coalitions, il sera possible de sauver quelques-unes de ces institutions de la professionnalisation extrême de la politique et de son occupation oligarchique en leur assurant, dans un contexte de forte concurrence et d'homogénéité négative, une meilleure identification avec les citoyens.

Alors, on pourra parler d'une perspective de refonte partisane qui passe par un *pacte avec les citoyens* pour résoudre l'expulsion relative et la sous représentation des intérêts populaires. Cette refonte devra permettre de changer le statut à court terme de leurs propositions pour passer dans le domaine des politiques d'État et continuer vers la construction de politiques alternatives dans les gouvernements locaux et nationaux fondées sur les droits et destinées à favoriser, en leur accordant des moyens et en respectant leur autonomie, une diversité de formes associatives.

Que peut-on faire à court terme en plus de bien voter ?

Si difficile à croire que ce soit, les DESC ne figurent pas aujourd'hui dans les agendas publics : les partis n'ont pas une politique orientée vers les citoyens et encore moins vers les DESC. La culture qui les utilise dans leur dimension mondiale au titre du Pacte international et des droits sociaux inscrits dans la Constitution mexicaine, n'est pas non plus vraiment développée et les organisations sociales et civiles qui les comprennent et font leur promotion ne sont pas non plus une majorité.

En contrepartie, le plus grand risque pour la cohabitation pacifique des États-nations latino-américains réside précisément dans un nouvel ordre qui ne garantisse pas des minima d'emploi et de bien-être, ainsi que l'affirmation de la pluri-culturalité. Le plus grand problème de la société se reflète dans ce que ces droits de seconde génération veulent protéger. Et, bien que déplacés ou minimisés, les institutions, les budgets et les législations nationales et internationales qui les consacrent demeurent, quand le diagnostic du monde montre que là réside la plus grande fragilité de la cohabitation.

Malgré leur considération minimale sur la scène politique professionnelle, les DESC ont un énorme potentiel de référent pour un avenir qui convienne à tous et qui résolve le grand mal-être de la société. C'est pourquoi il faut que leur valeur symbolique soit sauvée et permette déjà des compromis avec les coalitions gouvernantes. Le minimum exigible serait :

- une large information autour des DESC, sous forme de modèles qui permettent de consolider les autonomies sociales et celles des citoyens, ainsi que la collaboration des institutions d'État, privées et sociales ;
- la récupération prioritaire des structures légales, institutionnelles et budgétaires encore existantes ;
- la mise en service de modèles tournés vers des politiques stratégiques comme la croissance et le bien-être, non en schémas étatiques de clientèle ou d'attention à l'égard de consommateurs individuels, mais en modèles d'encouragement aux capacités collectives, à la création de réseaux sociaux de collaboration, à l'orientation de ressources financières, de cadres scientifiques et technologiques, vers la diversité associative des sociétés latino-américaines ;
- la création d'institutions d'exigibilité et de justiciabilité en matière de DESC en suivant et en améliorant l'exemple des droits électoraux ;
- et ainsi, arriver à un consensus national où les réformes structurelles se négocient et se redessinent à partir de la promotion d'une société civile et citoyenne durable ayant pour fondement les DESC.

Les DESC et la gauche sociale

Miguel Concha¹

Avant de répondre aux questions qui se posent sur le document principal à propos de la gauche latino-américaine et des droits économiques, sociaux et culturels (DESC), je me permets de renvoyer les lecteurs à l'article de Gerardo Pisarello, intitulé « L'État social en tant qu'État constitutionnel : meilleures garanties, plus de démocratie »², dans lequel l'auteur attribue un rôle fondamental à la société civile organisée pour obtenir ce qu'il appelle « un bouleversement démocratique et des garanties des limites de l'État social traditionnel, qui permettrait la transformation d'un simple État social législatif et, surtout, administratif, en un véritable État social constitutionnel » (p. 24), dans le cadre de l'actuelle mondialisation néolibérale.

Si le rôle de ces garanties politiques et juridictionnelles devient essentiel à l'heure de reconstituer le statut effectif des droits sociaux - explique l'auteur dans son article - il convient de ne pas perdre de vue qu'un programme constitutionnel fournissant une garantie institutionnelle des droits, aussi exhaustif soit-il, demeurerait incomplet, irréaliste et enfin, futile sans l'existence et la promotion permanente de multiples et résistants groupements de citoyens ayant la possibilité de *garantir socialement* l'efficacité des garanties institutionnelles en question et de remédier à leur tendance prouvée à l'auto-programmation.

Sans une claire identification des obligations et des sujets soumis à celles-ci, les droits perdent toute leur force revendicative. Mais ces sujets, à leur tour, ne peuvent exister sans des acteurs capables de les contraindre.

C'est pour cela que Pisarello commence son article en citant les idées de Cornelius Castoriadis (1979) :

Toutes les lois ne sont que morceaux de papier sans l'activité des citoyens ; juges et tribunaux ne pourraient rester impartiaux et incorruptibles dans une société de niggards « individualistes » qui se désintéresseraient de ce que fait le pouvoir. La liberté, l'autonomie impliquent nécessairement une participation active et égalitaire dans tout pouvoir social qui prend des décisions sur des sujets communs.

Ma perspective n'est pas celle des acteurs politiques, assimilés uniquement aux partis qui se battent pour détenir le pouvoir, mais celle des acteurs sociaux, en particulier les organisations civiles de défense des droits de l'Homme qui dans la promotion de ces derniers de manière intègre sont aussi des acteurs politiques. Celles-ci, avec d'autres organisations sociales et en dialoguant de manière critique avec les partis, luttent pour la construction de la société et l'établissement d'un État républicain et démocratique de droit, qui aurait dans sa Constitution comme axes transversaux la reconnaissance, la protection et la garantie de l'exercice intégral des droits de l'Homme. De fait, au Mexique, et grâce à plus de dix années d'efforts de la part des organisations civiles et sociales et à leur recherche de dialogue constant avec tous les partis représentés dans les organes de l'État, les

1 Membre du Centro de Derechos Humanos Fray Francisco de Vitoria, OP, une organisation de défense des droits humains.

2 Gerardo Pisarello, « El Estado Social como Estado constitucional : mejores garantías, más democracia », dans Víctor Abramovich, M. J. Añón et Christian Courtis (comps.), *Derechos sociales, Instrucciones de uso*, Éditions Coyoacán, Mexique, 2003.

activités de soutien pour la défense et la promotion des droits de l'Homme sont reconnues de manière explicite comme des activités d'intérêt public.

J'apporterai ensuite ma réponse en me basant sur mon expérience dans le mouvement civil pour les droits de l'Homme au Mexique. La première chose qui vaut la peine d'être soulignée est que les organisations de défense des droits de l'Homme de ce pays ont connu un développement significatif depuis vingt ans. Dès le début, ou presque, se sont posés avec assez de clarté les thèmes de l'universalité, de l'indivisibilité, du caractère fondamental et de l'interdépendance des droits de l'Homme car dans l'élaboration de leurs rapports sur les violations de ceux-ci, ces organisations ont pris soin de préciser non seulement le type de violations, les lieux et les responsables supposés, mais également la catégorie sociale des victimes et les circonstances dans lesquelles se produisaient les faits.

Il apparaissait alors immédiatement qu'il s'agissait principalement de leaders sociaux de la campagne ou de la ville, appartenant aux catégories les plus vulnérables de la population (indigènes, paysans, ouvriers, maîtres, étudiants), ou de collectifs en train de lutter pour leurs droits sociaux. Puis, et particulièrement dans les années 1990, la recherche a mis clairement en évidence que les victimes appartenaient également souvent à des partis d'opposition au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) encore officiel³, qui luttaient pour la démocratie électorale et le rétablissement des postulats sociaux de la Révolution mexicaine.

Le fait que la répression sociale et politique au Mexique n'ait pas été aussi sanglante que dans d'autres pays d'Amérique centrale ou du Cône Sud, a probablement permis d'établir que les violations les plus graves des droits de l'Homme avaient lieu dans des contextes politiques et sociaux plus évidents d'oppression, d'exploitation, d'exclusion et de marginalisation. Cependant, cela ne fait pas plus de dix ans que les organisations civiles de défense des droits de l'Homme ont établi la nécessité de faire comprendre aux personnes et aux groupes de la société civile, par une éducation formelle et informelle, qu'ils sont titulaires de droits économiques, sociaux et culturels et non simplement les cibles des politiques publiques de combat contre la pauvreté, plus ou moins étendues et complémentaires, comme le croit le gouvernement depuis la fin des années 1980.

De fait, il apparaît que les organisations civiles mexicaines, avec la solidarité d'organisations sociales, d'ouvriers, de paysans, d'indigènes et de catégories urbaines populaires, se sont distinguées en Amérique latine parce qu'à deux reprises elles ont été capables de présenter devant le Comité DESC du Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels à Genève un rapport alternatif, chacune permettant à cet organe des Nations unies de formuler des observations et des recommandations adressées au gouvernement mexicain.

Un réseau d'organisations civiles et sociales promouvant et défendant ces droits s'est même constitué à cette occasion pour partager leurs expériences et leurs analyses des causes qui génèrent des violations et pour élaborer des propositions pour obtenir le respect des droits. D'autres organisations ont également fait leur apparition, comme le Centre des droits de l'Homme « Fray Francisco de Vitoria, OP », association civile qui depuis trois ans s'est donné pour tâche de rédiger des rapports annuels sur la situation du droit à l'alimentation, à la santé, à l'éducation, au logement, au travail et à un environnement sain, en analysant les causes qui entraînent leur violation et en évaluant les politiques sociales sous l'angle des droits de l'Homme indivisibles.

Étant donné le remarquable développement des organisations féministes et de défense des droits de la femme, des efforts considérables ont été faits dernièrement pour intégrer à ces rapports la notion de sexe. De même, ont également été élaborés des rapports spécialisés mettant en relation de manière plus large le modèle de développement social avec la politique économique et la violation

3 Parti qui, avec de nombreux changements d'appellation, a gouverné le Mexique de 1928 à 2000.

des droits économiques, sociaux et culturels. Pour cela, ces organisations ont recours à l'aide d'universitaires spécialisés dans l'investigation de diverses problématiques sociales qui, en dehors de leur travail de terrain, réalisent leurs études dans les institutions d'éducation supérieure (Universidad Nacional Autónoma de México, Universidad Autónoma Metropolitana, El Colegio de México, Universidad Iberoamericana), ces chercheurs étant ouverts à l'idée d'enrichir leurs analyses en y incluant la perspective des droits de l'Homme.

Tout ce qui précède a favorisé une articulation toujours plus intense entre les organisations civiles de défense des droits de l'Homme, les organisations sociales et les secteurs académiques démocratiques qui luttent pour un *Projet alternatif de nation*.

Aujourd'hui au Mexique, il est question en effet d'une réforme de l'État qui facilite la transition démocratique actuellement figée par la gestion du gouvernement fédéral et qui consolide un nouveau pacte politique et ne se limite pas à une réforme administrative - comme l'ont prétendu les régimes antérieurs - ni à une réforme institutionnelle n'ayant pas comme fondement un rétablissement démocratique de l'État, mais une réforme qui utilise les attentes de la société civile pour concevoir un nouveau pacte social. Pour cela, les luttes sociales doivent servir à ce que tous contribuent, non sans difficultés, à élaborer des agendas minimaux et maximaux servant d'objectifs stratégiques communs et de conditions impératives lors du dialogue avec les partis politiques qui recherchent un réel changement et également pour se positionner plus ou moins près de « l'autre campagne », celle de l'armée zapatiste de libération nationale (EZLN). Sur ces agendas apparaissent toujours comme axes transversaux le respect, la protection et l'exercice des droits de l'Homme.

Aucun pacte social, aucun pacte politique et aucune réforme de l'État ne peuvent se faire au Mexique sans la participation active de la société civile et l'incorporation dans la Constitution et dans les lois d'institutions et de mécanismes d'exigibilité des droits de l'Homme. C'est pour cela que la lutte pour la défense et la promotion des droits de l'Homme s'est transformée ces dernières années. De lutte sociale elle est passée à lutte politique en forçant d'autres acteurs, comme certains partis surtout de gauche, à la prendre en compte de quelque manière que ce soit dans leur programme.

Ce qui précède amène à se poser la question des DESC dans une politique alternative de gauche, car l'expérience nous dit qu'il faudra du temps avant que les partis ou les mouvements politiques qui s'autoproclament de gauche fassent réellement des droits de l'Homme un objectif stratégique de l'établissement d'un *Projet alternatif de nation*. Cela donne l'impression que les organisations civiles et sociales vont au-delà de l'organisation politique actuelle et des partis. Il existe aujourd'hui une gauche sociale qui utilise à l'échelle nationale les instruments et les mécanismes de protection internationale des droits humains dans la formulation de leurs programmes et de leurs projets de réforme.

C'est pourquoi je considère opportun d'évoquer l'article de Pisarello cité plus haut qui, d'un point de vue historico-politique et en tenant compte de la tradition politique néo-conservatrice des États-Unis qui a atteint son apogée avec le néo-libéralisme, propose une méthodologie politique et juridique consistant pour la société civile à utiliser à l'échelle nationale et mondiale les instruments et mécanismes internationaux de protection des DESC compromis par les actuelles politiques économiques et réformes de l'État.

Il est vrai qu'aujourd'hui nous observons une crise de l'Organisation des Nations unies et d'autres organismes internationaux. Mais il existe bien un paradigme de droits de l'Homme que les peuples défendent dans leur lutte politique. C'est un modèle repris par la gauche sociale avec toutes ses implications dans les contextes nationaux et internationaux. Un paradigme laïc, qui contient certainement des valeurs humanistes et chrétiennes et qui doit être repris par les partis de gauche.

Les DESC et la gauche nécessaire pour une autre société

Andrés Pérez Baltodano

Le défi pour tout parti de gauche est d'obtenir le pouvoir, mais le défi pour un parti démocratique de gauche est de réfléchir à la manière de réaliser son programme en ayant à l'esprit que par définition la détention du pouvoir est temporaire. Ce n'est pas seulement en l'obtenant que les réformes nécessaires se feront, car son exercice n'est pas permanent et un seul mandat n'est pas suffisant pour promouvoir ces réformes. Aujourd'hui, il n'est plus admissible que des objectifs politiques soient mis en œuvre uniquement pour la durée d'un mandat, ils doivent s'inscrire dans la durée et ne plus être remis en cause à l'arrivée au pouvoir d'un nouveau parti. La clé est donc de savoir comment convaincre la société que des réformes sont nécessaires, car c'est elle qui continue d'être, et comment persuader les partis que c'est là l'essentiel ?

J'ai choisi de commencer en citant le dernier paragraphe du document principal parce qu'il me semble que les idées qu'il contient sont essentielles à l'articulation de la pensée, à la mise en place de ponts discursifs et de stratégies politiques nécessaires au renouvellement de la gauche et à la promotion des droits économiques, sociaux et culturels. De ce paragraphe, on peut tirer principalement les trois questions suivantes :

1. comment obtenir que le sens et la nature des réformes nécessaires soient intégrés par la société, de sorte qu'elles ne soient plus seulement des propositions de partis ou de gouvernement, mais se transforment en aspirations sociales institutionnalisées qui amènent les partis et les gouvernements à les considérer comme prioritaires ? Ce problème a un important contenu culturel ;
2. comment transcender les visions « gouvernocentriques » qui orientent aujourd'hui les actions de la gauche latino-américaine et promouvoir l'articulation des visions « étatcentriques »¹ qui facilitent progressivement ou rapidement la création de structures de pouvoir et de relations sociales justes et durables qui incluent l'institutionnalisation des DESC ? Ce problème a un important contenu structurel ;
3. quel rôle peuvent jouer les DESC dans la transformation structurelle et culturelle de la société ?

Les questions précédentes mettent l'accent sur la dimension super-structurelle de la dynamique sociale. Elles constituent des centres de réflexion qui invitent à repenser l'État et la culture, c'est-à-dire un système de significations, de subjectivités et de sens qui nous aide à définir ce qui est bien, possible et prioritaire. Il est important de faire ressortir la dimension super-structurelle de la réalité puisque nous cherchons à articuler des stratégies de lutte nous permettant de profiter des opportunités qu'offre le jeu démocratique électoral, en même temps que nous minimisons ses obstacles et ses inconvénients. En d'autres termes, les problèmes analysés dans ce document assument l'existence de la démocratie électorale et du capitalisme comme les cadres d'action de la gauche en Amérique latine aujourd'hui.

Le défi culturel. Comme nous l'indique le document principal, nous faisons face à un consensus néolibéral, c'est-à-dire à un système de valeurs institutionnalisé qui jouit d'une légitimité normative entre les classes dominantes, mais aussi à l'intérieur de la classe moyenne et pour une grande part

¹ Il s'agit de l'État au sens large en tant que système de domination, articulé par une bureaucratie et un réseau de pouvoirs non reconnus comme étatiques qui facilitent la reproduction de la domination.

dans les secteurs populaires. En ce sens, le néolibéralisme n'a pas échoué, comme nous le disons parfois quand nous analysons l'énorme coût social qu'il a engendré. Ce dernier ne peut être vu comme une preuve de l'échec du néolibéralisme, à moins de considérer - et nous ne sommes pas assez naïfs pour cela - qu'il cherchait à résoudre les problèmes de pauvreté et d'exclusion sur notre continent et dans le reste du monde. Il s'est institutionnalisé précisément parce que *malgré son terrible coût social*, il réussit à apparaître aujourd'hui comme un ordre naturel contre lequel il ne peut y avoir d'alternatives explicites et viables.

La gauche en Amérique latine ne peut éviter de faire face aux valeurs culturelles qui contribuent à la légitimation du néolibéralisme. La lutte contre ce dernier demande un travail culturel qui aide à promouvoir dans le peuple des formes de raisonnement qui rendent visible sa réalité et le montrent comme un système et une idéologie contraires aux valeurs fondamentales de l'humanité.

Comment réussir ? Les DESC peuvent être le fer de lance de l'affrontement avec la réalité et la culture néolibérale. Le caractère déstabilisateur (pour la normalité culturelle dans laquelle nous vivons) des DESC doit être utilisé pour mettre en évidence la réalité crue du néolibéralisme. C'est précisément la radicalité des droits économiques, sociaux et culturels (leur force contre-intuitive et contre-culturelle) qui peut contribuer à générer la frayeur nécessaire pour voir avec des yeux critiques la réalité du marché qui aujourd'hui s'impose comme unique et inévitable.

En créant des ponts discursifs. Il n'y a aucun doute que, ainsi que le souligne le document principal, des ponts discursifs sont nécessaires pour déstabiliser la culture néolibérale et promouvoir les DESC. Le principe fondamental qui doit servir de base pour la création de ces ponts discursifs est celui de *l'intersubjectivité*. La gauche a besoin d'établir une communication intellectuelle et affective avec les dominés d'aujourd'hui. Pour ce faire, elle doit apprendre à voir le monde comme le voient les masses et à parler de lui, de la justice et de la démocratie en faisant usage des visions, des codes et du langage qu'utilisent les exclus. Cela ne signifie pas rejeter le vocabulaire conceptuel des sciences sociales, en particulier du marxisme. Cela signifie replacer la théorie des sciences sociales dans la réalité culturelle profonde de notre continent.

Pour se démarquer du néolibéralisme, nous avons besoin de comprendre les définitions basiques du bien et du mal, de la justice et de l'iniquité, du possible et de l'impossible sur lesquelles s'appuient les grandes majorités sur nos continents. Il s'agit de définitions incrustées dans l'esprit des gens et au plus profond de leur être, de croyances fondamentales et enfin, de l'éthique et de la moralité religieuse des masses, base primaire de la culture politique latino-américaine. Ces dernières sont des instruments qui peuvent servir de référents contrefactuels pour révéler l'immoralité du néolibéralisme. Le contraste révélateur peut être obtenu en opposant la rationalité substantive chrétienne à la rationalité instrumentale néolibérale.

La *rationalité* c'est une structure logique d'idées et de principes qui servent à expliquer, à justifier et à orienter l'action humaine. Le fonctionnement du système économique capitaliste s'appuie sur une rationalité que Max Weber et d'autres définissent comme « instrumentale ». En accord avec cela, une bonne ou une mauvaise action se détermine en fonction de résultats matériels atteints en accord avec les règles du marché et susceptibles d'être quantifiés. Les implications humaines de ceux-ci ne font pas partie de la problématique abordée par la rationalité du marché. Ainsi, les indicateurs conventionnels qui servent à évaluer le développement économique des sociétés ne permettent pas de déceler l'injustice sociale, la dégradation de l'environnement et la perte de la dignité humaine. Pire encore, ils sont capables d'enregistrer les malheurs sociaux, politiques et environnementaux comme des apports positifs à l'économie. Par exemple, l'industrie croissante pour la prévention du crime aux États-Unis apporte une contribution positive de 65 milliards de dollars à l'économie nationale et a un impact positif sur le produit intérieur brut de ce pays.

La nature instrumentale de la pensée économique qui oriente l'action du marché s'est accentuée ces trente dernières années. De plus en plus, les programmes d'étude dans le domaine de l'économie dans les universités des États-Unis se concentrent sur l'analyse et l'investigation du phénomène économique, comme s'il était indépendant de son contexte politique et social. L'étude de l'histoire économique, l'économie politique et autres tentatives de relier l'économie à son contexte sont alors rapidement remplacées par une obsession croissante pour l'utilisation des mathématiques dans la conception de modèles économiques. Ce qui importe dans leur construction, comme l'indique Milton Friedman, ce n'est pas que leurs prémisses soient vérifiées empiriquement, mais qu'elles soient cohérentes à l'intérieur du modèle construit. Dans cette perspective, ce qui est intéressant ce n'est pas tant la réalité sociale que la structure des modèles économiques. En bref : la réalité sociale doit s'adapter aux modèles.

La rationalité substantive chrétienne. L'éthique humaniste chrétienne, à la différence de la pensée économique capitaliste, est fondée sur une rationalité que Weber qualifie de « substantive ». Elle s'appuie sur des principes universels et absolus. Dans une perspective substantive, une bonne ou une mauvaise action ne se mesure pas par ses résultats matériels ni par son efficacité majeure ou minime, mais par son attachement aux principes fondamentaux comme la solidarité, la justice sociale et la dignité humaine. Le catéchisme de l'Église catholique (que cette même Église ignore), par exemple, indique dans son paragraphe 1931 : « Le respect de la personne humaine passe par le respect du principe que chacun considère son prochain, sans aucune exception, comme 'un autre lui-même'. Qu'il tienne compte avant tout de son existence et des moyens qui lui sont nécessaires pour vivre dignement ». Ces principes reflètent une éthique absolue et indépendante qui, comme l'explique Weber, « s'impose sans conditions », tandis que dans le cadre d'une rationalité instrumentale, la possibilité d'une vie digne dépend de la capacité de l'individu à réussir sur le marché. La rationalité qu'alimente la pensée humaniste chrétienne établit que la dignité des personnes est la variable indépendante à laquelle on doit adapter l'organisation de l'économie et de la société. Dans le paragraphe 1881 du catéchisme nous avons la phrase suivante : « Chaque communauté se définit par son but et obéit en conséquence à des règles spécifiques, mais la personne humaine est et doit être le principe, le sujet et la fin de toutes les institutions sociales ». De ce point de vue, les modèles économiques doivent être établis en fonction de la dignité humaine.

Les DESC peuvent seulement s'envisager dans le cadre d'une rationalité substantive qui accepte comme prémisses inviolables le principe de la dignité humaine. Pour les défendre, il est nécessaire de se démarquer de la rationalité instrumentale qui est habituellement invoquée lors d'un débat sur la bonté et la nécessité de ces droits. Il faut revendiquer et promouvoir les DESC en affichant et en privilégiant la rationalité qui leur octroie valeur et signification.

Les DESC et la déstabilisation de la culture religieuse qui est compatible avec le néolibéralisme. Cela vaut la peine de rappeler que l'usage de la rationalité substantive chrétienne pour déstabiliser la culture néolibérale et promouvoir les DESC, ne peut ignorer qu'il existe des dimensions de la culture religieuse latino-américaine qui retardent et même rendent impossible le développement de ces droits sur notre continent. En ce sens, il est important de voir la promotion des DESC, non seulement comme le fer de lance de la déstabilisation de l'appareil culturel néolibéral, mais encore, comme un instrument de lutte qui peut servir pour moderniser, humaniser et démocratiser la culture religieuse dominante. L'idée des droits fait partie d'une vision moderne de la vie. Elle suppose que les membres de la société acceptent leur condition d'acteurs (potentiels au moins) de leur histoire. De ce point de vue, la promotion des DESC (tout comme quelque autre projet social, politique ou économique moderne) fait face à un obstacle fondamental en Amérique latine : la culture politique pragmatique résignée et la culture religieuse providentialiste qui dominent.

Le pragmatisme résigné constitue une forme de conception de la réalité qui pousse les membres d'une communauté à accepter que le politiquement désirable doit toujours se soumettre au

circonstanciellement possible. Leurs expressions politiques varient en fonction du pouvoir des groupes qui composent la société nationale. Dans les groupes traditionnels dominants cela se traduit par une attitude d'indifférence devant le phénomène de la pauvreté et de la marginalisation sociale des masses, dans les gouvernements de gauche, par une tendance à « s'adapter aux circonstances », dans les groupes marginalisés, par une attitude fataliste vis-à-vis de leur propre misère. Autant l'indifférence des élites que le fatalisme des masses expriment un sentiment d'irresponsabilité devant l'Histoire. Dans une perspective pragmatique résignée, les limitations historiques imposées par la réalité du moment sont acceptées comme le cadre de référence fondamental de l'action humaine. À son tour, cette réalité se perçoit comme une condition historique déterminée par des forces étrangères à la pensée et à l'action sociale organisée. Ainsi, dans cette perspective de pragmatisme résigné, la politique se conçoit comme la capacité de vivre avec la réalité du pouvoir en place et, de manière différente, avec le pouvoir des forces internationales qui conditionnent la réalité nationale. Ce pragmatisme résigné trouve une de ses principales racines dans la cosmogonie providentialiste reproduite par l'Église catholique et d'autres Églises. Le providentialisme donne une vision de l'Histoire comme un processus régi par Dieu, en accord avec ses plans et ses intentions.

La pensée pragmatique résignée dominante dans le développement politique de l'Amérique latine est pré-moderne et donc en désaccord avec l'idée des droits des citoyens et de la démocratie, c'est-à-dire en désaccord avec l'idée des DESC.

Venons-en à la deuxième question : comment transcender les visions *gouvernocentriques* qui orientent aujourd'hui les actions de la gauche latino-américaine et promouvoir l'articulation des visions *état-centriques* qui facilitent progressivement ou rapidement (selon les opportunités) la création de structures de pouvoir et de relations sociales justes et durables ?

Il s'agit de l'État au sens large : en tant que système de domination qui est articulé par une bureaucratie, un réseau de pouvoirs non reconnus comme étatiques qui facilitent la reproduction de la domination et, enfin, une culture. L'institutionnalisation des DESC a besoin de la refonte de l'État latino-américain et, plus concrètement, de la reconfiguration du modèle de relations entre l'État et la société qui prédomine dans notre région. Plus précisément, l'institutionnalisation des DESC est incompatible avec le modèle de relations État-société qu'encourage le néolibéralisme. La reconfiguration nécessaire des relations entre l'État et la société en Amérique latine implique deux choses : promouvoir le développement de la capacité de régulation sociale de l'État et faciliter la création d'un pouvoir social en mesure de domestiquer et de démocratiser le pouvoir de l'État. Parler du développement de la régulation sociale de l'État, c'est faire référence à la nécessité d'élargir sa capacité (administrative, légale, etc.) pour mettre en ordre les relations sociales à l'intérieur des espaces territoriaux nationaux de la région. C'est continuer le projet incomplet de construction des États nationaux en Amérique latine.

Dans cette région, le néolibéralisme a tronqué le développement de l'État puisqu'il a orienté son développement en fonction des impératifs du marché mondial qui, souvent, sont contraires aux besoins et aux aspirations sociales des citoyens. De fait, l'État néolibéral est incompatible avec l'idée des DESC car ceux-ci ne s'accordent pas avec les intérêts des capitaux mondiaux. La transformation de l'État latino-américain pour y intégrer la logique des DESC implique également de promouvoir l'organisation de la population de façon à créer un pouvoir social en mesure de domestiquer et de démocratiser le pouvoir de l'État. Cela signifie que la démocratie doit cesser d'être un simple exercice électoral pour se transformer en un processus permanent de construction des aspirations collectives d'où va naître le vrai consensus nécessaire à un nouvel ordre social. Il s'agit d'un consensus qui dépasse les visions élitistes des groupes qui ont aujourd'hui du pouvoir et qui ne connaissent pas ce drame existentiel : être pauvre et exclu en Amérique latine.

Il est important de signaler que le développement de la participation politique populaire et des degrés d'organisation de la société sont des processus qui renforcent le développement de la capacité de contrôle social de l'État. L'organisation de la société contribue au développement du pouvoir étatique, qui fonctionne mieux quand les sujets qu'il gouverne ne sont pas détruits. En même temps, avec un contrôle social plus efficace, un État permet à la société de mieux canaliser ses exigences. Le développement de la participation politique populaire et des degrés d'organisation de la société est, de plus, indispensable à la préservation de l'autonomie dont n'importe quel État national a besoin aujourd'hui pour faire face aux pressions du marché mondial et aux influences politiques transnationales. Ce sont précisément les États démocratiques du monde - soutenus par des sociétés civiles organisées dans des structures de droits stables - qui aujourd'hui réussissent le mieux à naviguer dans les eaux turbulentes de la mondialisation. La gauche devrait alors orienter une bonne partie de ses efforts vers la construction d'une société qui consent aux pauvres le pouvoir de réclamer les droits qui leur correspondent en toute justice et humanité. La justice sociale de la gauche doit se différencier clairement de la charité sociale et du simple assistanat autour desquels s'articulent aujourd'hui les politiques sociales néolibérales.

Les DESC et le système des Nations unies

Est-il possible d'envisager le renforcement des DESC à l'intérieur du système des Nations unies ? Je n'ai pas de réponse directe à cette importante question, mais j'aimerais souligner les limites du cosmopolitisme et du libéralisme international qui sous-tendent l'idéologie de cette institution.

Le « cosmopolitisme ». Comme l'indiquent quelques études sur ce sujet, il s'agit d'un cadre de référence morale qui sert à identifier les principes qui doivent être universellement partagés, ainsi qu'à considérer comme injustes et donc rejeter toutes ces pratiques, règles ou institutions qui reposent sur des principes que tous les pays ne peuvent pas adopter. Beaucoup de « mondialistes » affirment que l'espace de pouvoir transnational créé par la mondialisation offre une occasion d'institutionnaliser ce cadre moral. En ce sens, l'espace transnational est perçu comme une « nouvelle frontière » qui n'est pas limitée par les conditions structurelles ayant entraîné la distribution inégale du pouvoir dans les pays et les régions du monde.

« Le défi à présent, indique Martin Albrow, un des représentants de cette idéologie, est d'échapper au pessimisme intellectuel et d'ouvrir le monde à tous ses habitants. » Malheureusement, l'idée d'une citoyenneté et d'une société mondiale qui puissent fonctionner démocratiquement dans un espace transnational créé par la mondialisation est utopique. S'il est bien vrai que cet espace a favorisé l'interaction et la communication entre les acteurs et les mouvements sociaux transnationaux du Nord et du Sud, il est sûr aussi que ces interactions et ces échanges n'encouragent pas nécessairement ce que Habermas appelle « l'expansion d'un monde qui est divisé de façon intersubjective ».

Un espace de pouvoir peut opérer démocratiquement uniquement quand il fonctionne comme un « cadre de référence », c'est-à-dire comme un cadre mental créé par l'expérience collective de personnes qui partagent un ensemble d'opportunités de vie similaires. Les sociétés que représentent les acteurs sociaux du Nord et du Sud qui participent à cet espace de pouvoir et au conflit transnational issu de la mondialisation, ne partagent pas les mêmes opportunités. Les statistiques sont frappantes : à la fin des années 1990, les sociétés des pays aux plus hauts revenus, c'est-à-dire 5 % de la population mondiale, contrôlaient 86 % du PIB de la planète et les 5 % les plus pauvres n'en contrôlaient pas plus de 1 %. De même, les 5 % les plus riches du monde détenaient 68 % des investissements directs à l'étranger tandis que les 5 % les plus pauvres en détenaient à peine 1 %. Autre indicateur : les 5 % les plus riches étaient propriétaires de 74 % des lignes téléphoniques du globe alors que les 5 % les plus pauvres n'en possédaient que 1,5 % (PNUD, 1999:3).

Par ailleurs, la possibilité que les acteurs sociaux des pays pauvres exercent un pouvoir effectif à l'intérieur de l'espace transnational est limitée par la brèche qui sépare les États du Sud de l'espace de pouvoir créé par la mondialisation, ainsi que par la séparation des sociétés de ces pays de leurs propres structures de pouvoir étatique. Dans le Nord, les acteurs sociaux ont la capacité de transporter leur pouvoir en dehors de leurs frontières en faisant usage des mécanismes de participation politique démocratique qui les relie avec leurs propres États. Ceux-ci, à leur tour, conditionnent et déterminent l'organisation et la nature de l'espace transnational créé par la mondialisation. L'énorme différence qui existe entre la capacité des acteurs sociaux du Nord et ceux du Sud d'internationaliser leur pouvoir, en faisant usage des mécanismes de participation politique disponibles dans leur cadre national, est exprimée dans la donnée suivante : « parmi les 738 ONG enregistrées à la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle (État de Washington) en 1999, 87 % venaient de pays industrialisés » (PNUD, 2002:8).

L'argument libéral internationaliste. La position libérale internationaliste ne partage pas l'optimisme des « mondialistes ». Bien au contraire, elle estime que la mondialisation tend à reproduire les relations d'inégalité qui existent entre le Nord et le Sud et la pauvreté dans les pays marginalisés de la planète. Pour neutraliser ces effets, elle préconise la démocratisation progressive et négociée des structures et des processus qui prennent part à l'espace de pouvoir transnational généré par la mondialisation. La proposition des Nations unies de d'instaurer des politiques sociales appelées à résoudre le problème de sécurité ainsi créé, s'inscrit dans cette perspective.

La « mondialisation de l'éthique » et plus concrètement l'identification de « biens publics mondiaux » comme impératifs moraux pour orienter la formulation de politiques économiques et sociales, sont un élément stratégique des recommandations des Nations unies pour contrecarrer l'insécurité des hommes dans le monde. Les « biens publics mondiaux » identifiés par les Nations unies incluent l'équité et l'accès aux services sociaux basiques qui, de ce point de vue, doivent être considérés comme des « droits universels » (PNUD, 2001:8). En accord avec cette position, la construction d'un consensus mondial pour l'intégration des politiques économiques et sociales dans un cadre éthique mondial requiert « des consultations inclusives auxquelles participent les ministères clés des gouvernements et d'autres acteurs sociaux et économiques, tels que les syndicats, les associations professionnelles et autres organisations civiles ». Un processus « ouvert », « transparent », fondé sur le « dialogue » est considéré par les Nations unies comme un élément indispensable à « la construction d'un consensus [mondial qui aide à] rétrécir les brèches de communication existantes [entre ces acteurs] » (PNUD, 2001:13).

L'approche éthique proposée par les Nations unies pour institutionnaliser les droits universels - y compris l'accès aux services sociaux basiques - est louable. Pourtant, elle est fondée sur une interprétation volontariste de l'Histoire et du changement social qui sous-estime le pouvoir des conditions structurelles qui reproduisent l'inégalité et la pauvreté dans le monde. Ces structures ne peuvent être modifiées que par une action politique organisée qui ait suffisamment de force pour transformer les relations de pouvoir qui régissent la société. En Europe, pour citer un exemple, la consolidation des politiques sociales et de l'État-providence fut le résultat de la lutte entre les élites - qui déterminaient la nature et l'organisation de la société - et les groupes marginaux qui étaient exclus de ces décisions. Cette lutte avait pour objectif la définition des droits des citoyens, la reconstitution du « contrat social » et l'articulation des mécanismes politiques nécessaires pour son changement et sa reproduction. Les politiques sociales, tout comme l'État-providence, sont apparues pour contrecarrer les contradictions entre l'égalité sociale proclamée par la démocratie et l'inégalité créée par la rationalité instrumentale qui oriente le fonctionnement du marché.

De la même manière, l'intégration de la politique économique et de la politique sociale dans le cadre éthique mondial promu par les Nations Unies, peut seulement surgir d'une action politique organisée, visant à démocratiser les structures de pouvoir qui gèrent le capital national et le capital

transnational. Les sociétés du Nord peuvent organiser ce type d'action en utilisant les structures d'État et les processus politiques dont elles disposent. En revanche, la capacité des sociétés du Sud à s'organiser politiquement et à « moraliser » la politique économique est clairement limitée par le déficit démocratique engendré par le fossé qui a toujours séparé l'État de la société dans ces pays. La tendance de la mondialisation à agrandir ce fossé et l'incapacité des États du Sud à conditionner l'espace de pouvoir transnational issu de la mondialisation ont pour conséquence de réduire encore plus la capacité politique des pays fragiles du monde à conditionner les politiques économiques transnationales pour les adapter à leurs besoins.

Synthèse

- *Est-il possible de penser que, dans le cadre de politiques publiques qui ont pour objectif de modifier les tendances à l'exclusion, les DESC puissent contribuer à créer un consensus sur la nécessité de mettre en place des réformes socio-économiques pour maintenir la stabilité économique et assurer le développement et l'expansion de la démocratie ?* La clé de la résolution de ce problème ne réside pas dans les politiques publiques mais dans le type d'État et le modèle de relations entre l'État et la société capables de formuler et de mettre en place des politiques publiques fondées sur les DESC. C'est une des tâches à long terme que la gauche latino-américaine peut et doit entreprendre pour transcender la vision gouvernocrate qui aujourd'hui domine ses actions.
- *Est-il possible d'envisager les DESC comme soutien d'une proposition idéologique alternative ?* C'est possible et nécessaire car ils sont fondés sur des valeurs largement représentatives de la rationalité substantive chrétienne qui fait partie de la structure de valeurs de l'énorme majorité des Latino-américains. Grâce à leur capacité de déstabilisation culturelle, il s'agit d'un formidable instrument de lutte.
- *Y a-t-il une quelconque hiérarchie entre l'aspect juridique et l'aspect politique des DESC ?* L'aspect culturel doit être partie prenante du politique et du juridique qu'il faut voir comme participant à une lutte culturelle.
- *Est-il possible de penser au renforcement des DESC grâce aux Nations unies ?* On peut et on doit utiliser le système des Nations unies, en gardant à l'esprit ses énormes limites. L'ONU et d'autres organisations semblables peuvent jouer un rôle important pour soutenir les transformations structurelles et culturelles qui doivent se faire dans la région. Ce sont elles, réalisées à l'échelle régionale et nationale, qui détermineront le futur de nos sociétés.

Produit de la discussion

Dix thèses sur les DESC

À partir de l'échange sur les textes, il s'est trouvé qu'il y avait quelques points en commun qui, loin de fermer la discussion, l'ouvriraient à de nouveaux défis, lesquels sont mentionnés ci-dessous à titre de thèses.

1. Les occasions offertes par la situation actuelle en Amérique latine et la construction de consensus sur les changements nécessaires et possibles

L'éventualité que les DESC entrent dans une logique de nouveaux consensus entre les acteurs politiques est devenue réalité. En effet, l'alternance dans différents pays d'Amérique latine montre que dans le domaine de la politique les choses ont une certaine flexibilité. Dans le cadre de la politique institutionnelle on observe des relèves d'élites, de groupes de travail, de cabinets ou encore de discours qui, bien que comportant quelques limites, expriment une certaine variabilité politique. Ce qui paraît inamovible, ce sont les « consensus » sur le modèle économique, le paradoxe c'est que la politique bouge mais sur une base économique qui, elle, reste statique. Les DESC n'ont jamais été garantis comme tels en Amérique latine, mais ont fait l'objet d'un usage clientéliste, sélectif, arbitraire vis-à-vis des droits du travail, agraires, etc., pour former des clientèles politiques et non un État de droit. Le point essentiel est que les DESC peuvent se trouver dans la négociation d'une forme historique de capitalisme, et non de socialisme, qui pourrait trouver un nouvel équilibre dans l'énorme société exclue et dans les formes dominantes hégémoniques, culturelles, politiques, économiques qu'aujourd'hui nous appelons néolibéralisme.

2. Une nouvelle forme d'État complexe qui répond au développement de la société civile et qui génère des résultats dans l'économie et le social

Cela requiert d'adopter le point de vue de la civilisation où le problème n'est pas tant de discuter le modèle en soi et la possibilité de le changer pour un autre, mais plutôt à l'intérieur de cet espace fragile, de pouvoir trouver le point d'équilibre où le dominant serait constitué par des formes de vies sociales toujours plus consistantes. Le pari serait de construire une société civile comme une diversité de formes associatives, culturelles, politiques qui acquièrent de la consistance, de la force et des identités. Il semble que nous soyons en négociations ponctuelles qui permettent d'amplifier le pari civilisateur et qu'une critique théorique très forte fasse son apparition sur la possibilité de créer une option alternative.

Les DESC apparaissent comme la possibilité d'incorporation de larges secteurs sociaux non représentés politiquement et donc comme la possibilité de représentation d'une grande majorité aujourd'hui sans droits. Cela requiert la construction d'un État complexe : nous ne parlons pas d'un retour au populisme mais d'un État de droit, avec des contenus réels et substantifs, c'est-à-dire un État qui génère aussi des résultats économiques et sociaux comme garantie des droits de ses citoyens. Le pouvoir de développement de la société est marqué par la constitution de nouveaux droits. Cela nous permettra de penser à un modèle alternatif de réforme de l'État, distinct du modèle néolibéral ; dans le cas d'États incomplets comme le nôtre, cette évolution devrait se produire lors de la formation de l'État. Un parti de gauche devrait se poser la question du développement de l'État et de la formation de la société civile et ceci, comme d'un travail à long terme.

3. La refonte des partis politiques pour qu'ils soient capables de participer à de nouveaux accords

Les partis exercent actuellement le monopole de la représentation politique et donc, celui de la difficulté à intégrer les DESC. Il faut pour cela transcender le monopole de la politique, qui aujourd'hui se vit comme une démocratie co-associative, c'est-à-dire : une démocratie pour les membres, avec peu d'ouverture sur le social. C'est pourquoi il est nécessaire de procéder à une refonte sociale des partis, à condition qu'ils y soient disposés, pour se distinguer dans un contexte de concurrence politique toujours plus forte et d'établir des compromis avec la société. Les DESC se placent dans cette perspective. Le défi est particulièrement intéressant pour les partis de gauche, dont on suppose qu'ils seront les initiateurs de propositions de réformes allant dans le sens des DESC. Mais, jusqu'à quel point seront-ils prêts à adopter une logique de DESC ? Peut-on dire qu'un parti de gauche est un parti de droits ? La société est de plus en plus convaincue que ce devrait être le cas.

4. Le développement de la société civile, un point essentiel

Si les DESC ont comme interlocuteurs les partis, les intellectuels et la société civile, c'est cette dernière qui peut leur donner une réelle efficacité politique. Face à la tendance à envisager toute l'action collective avec un esprit corporatiste, tendance accentuée par l'attitude clientéliste de ceux-là même qui se présentent comme les critiques les plus vigoureux du corporatisme, il est urgent de revendiquer l'action autonome de la collectivité, l'identification de projets et de consensus éthiques, c'est-à-dire le domaine de la société civile.

5. Les DESC et la création d'une culture de droits qui soit un pont pour la construction de consensus

Comment obtenir que le sens et la nature des réformes nécessaires soient intégrés par la société, de sorte qu'elles ne soient plus seulement des propositions de partis ou de gouvernement, mais se transforment en aspirations sociales institutionnalisées qui amènent les partis et les gouvernements à les considérer comme prioritaires ? Pour contre-attaquer cette culture ou cette fonction de marché, il est nécessaire d'articuler une série de valeurs alternatives. La création d'une culture de droits est un exercice de communication et de transmission de nouvelles idées. C'est pourquoi on distingue trois types d'acteurs : partis, intellectuels et société civile, qui sont les véhicules permettant de créer ces ponts discursifs. Il est donc nécessaire de prendre en compte la diversité culturelle des pays : les visions doivent se nationaliser, c'est-à-dire se situer dans la spécificité historique de chaque pays. La lutte culturelle doit se faire à partir de la culture et la lutte pour contrecarrer les valeurs du marché, à partir de l'articulation d'un système de valeurs alternatives.

En Amérique latine, on ne peut pas méconnaître l'importance de la racine chrétienne de la culture. Ce qui apparaît alors c'est la possibilité de rencontrer dans des valeurs substantives chrétiennes les idées, les arguments qui pourraient servir à démontrer l'absurde du libéralisme. Bien que l'on puisse considérer comme une opportunité une culture populaire avec des racines chrétiennes et des valeurs propices au développement des DESC, il faut être prudent, d'abord parce que le développement des DESC ne correspond pas toujours, tels qu'ils existent dans les instruments internationaux de protection des droits de l'Homme, aux préceptes de l'Église catholique, apostolique, alors que nous croyions qu'elle avait perdu de son influence.

Il faut faire attention à ce que les politiques publiques, la structure de l'État et l'établissement des institutions restent de nature laïque ; ils peuvent trouver leur inspiration dans les valeurs religieuses, chrétiennes, mais ils doivent être laïcs. La laïcité est une réussite du développement de la civilisation non seulement occidentale, mais mondiale.

6. Réforme de l'État et Projet alternatif de nation comme fondements d'un nouveau pacte social

Un changement dans la culture pose la nécessité d'un Projet alternatif de nation. Celui-ci est né du mouvement social, du mouvement politique, d'une réelle transition vers la démocratie dont la consolidation requiert aujourd'hui une véritable réforme de l'État. Celle-ci ne doit pas être seulement administrative ni se borner à une réforme d'institutions, mais doit faire l'objet d'un nouvel accord politique qui remédie à la désillusion, à la déception, à la défiance. On exige d'un nouveau pacte social qu'il comporte un pacte politique capable de consolider la transition vers la démocratie. La réforme de l'État fait référence à un Projet alternatif de nation et c'est dans l'élaboration de ce dernier que doit s'instaurer une alliance entre les organisations civiles de défense des droits de l'Homme et les autres organisations sociales, en ce qui concerne la défense et la promotion des DESC. On ne peut atteindre un nouveau pacte social sans changer une démocratie restreinte, limitée, co-associative et contrôlée.

7. La dimension pratique des DESC dans les stratégies des acteurs sociaux

Il ne fait aucun doute que les DESC sont d'une grande utilité étant donné qu'ils permettent aux gens de comprendre vraiment leur situation et de s'interroger sur ce qui va suivre. Mais c'est là où il n'y a pas de réponses suffisantes. Une possibilité de réponse est de continuer le processus judiciaire en dénonçant les situations de violations des droits : nous choisissons la plus pragmatique de ces situations que nous portons devant les tribunaux nationaux et internationaux et que nous soutenons aux Nations unies et par la même occasion, nous travaillons à ce que nos lois soient de plus en plus en adéquation avec les traités internationaux. Il s'agit là de la voie qu'ont suivie les organisations de défense des droits de l'Homme et quelques autres qui travaillent davantage dans le domaine du développement.

Cette voie, qui est tout à fait essentielle, présente néanmoins deux ou trois difficultés ; l'une d'elles est le temps d'attente. Les organisations sociales ne sont pas toujours disposées à attendre plusieurs années entre le début du processus et la décision de quelque instance internationale et même quand elles obtiennent gain de cause, cela ne garantit pas que les actions gouvernementales et les politiques publiques vont s'orienter vers les DESC. Comment passer de leur exigibilité et de leur justiciabilité à leur transformation en politiques publiques ? Un des objectifs indéniables des DESC est de servir de critères d'orientation des politiques : face à la crise actuelle, les DESC constituent des fondements non idéologiques pour les politiques parce qu'ils s'appuient sur des pactes internationaux. En ce sens, il faudra voir jusqu'à quel point ils peuvent inspirer des travaux de réformes délimitées dans leur contenu mais ouvertes dans leur horizon. Les DESC ne pourraient-ils pas avoir la caractéristique d'influencer la direction de propositions politiques stratégiques ? Ceci nous permet de débattre avec d'autres propositions autant politiques qu'idéologiques et offre un mode de transmission pour la réactualisation des idéologies.

8. Les DESC et une autre forme de mondialisation

Le champ des DESC est mondial. Le combat pour identifier les valeurs alternatives au néolibéralisme doit avoir lieu à l'échelle de la planète, bien que l'accent soit mis sur le combat national. N'oublions pas que le système de l'ONU est en crise, cependant cela ne signifie pas que le reste du monde le soit aussi. Le paradigme des droits de l'Homme reste donc en vigueur : c'est aux peuples de les défendre et d'obtenir leur mise en place œuvre à travers leurs luttes sociales et politiques.

9. *Les DESC et les revendications sociales*

Il ne faut pas oublier que c'est grâce à des revendications concrètes que la population apprend la valeur et l'utilité des droits. Il faut donc que le processus d'appropriation sociale des DESC soit assorti d'un lien avec les revendications de la société, ce qui est le cas car le contenu des droits contribue à donner forme aux multiples demandes des divers acteurs sociaux.

10. *Les perspectives : portées et limites*

On est en train de fermer un cycle de vingt ans de réformes en Amérique latine. Les DESC peuvent faire partie d'un discours politique renouvelé, tout en sachant qu'il existe une possibilité que ce cycle s'achève avec la décomposition et la polarisation sociales qui persistent du fait de l'ensemble de pratiques culturelles d'une sorte de patrimoine de survie qui passe par l'illégalité, la criminalité et l'immigration, mais qui expriment également des valeurs de réciprocité et de solidarité au sein des familles, des petites communautés, etc. La possibilité de mettre en application les DESC impliquerait un travail d'harmonisation entre les notions occidentales de droit et les pratiques de résistance et patrimoines culturels. C'est également l'occasion de mettre en place des accords nationaux, une corrélation de forces qui permette aux DESC d'emprunter une voie très difficile passant par une lutte hégémonique, par une lutte qui implique de les intégrer dans un paradigme alternatif. En parallèle, il existe également la possibilité d'ouvrir un dialogue grâce auquel seront élaborés des processus de construction et de reconstruction de l'État, dont le fondement n'est autre que la construction de la société.

La dimension politique des droits économiques, sociaux et culturels

UNE INVITATION AU DÉBAT

Achevé d'imprimer en mars 2006

Édition de 1 000 exemplaires

Edición mc editores

Texcaltitla 27,

Col. Santa Rosa Xochiac

01830, México, D. F.

Teléfonos (52) (55) 2650 3422 y 0964

mceditores@hotmail.com

Terre des Hommes France et ses partenaires en Amérique latine ont décidé de mener à bien un programme d'expériences de promotion des droits économiques, sociaux et culturels (DESC) dans différents pays : Brésil, Mexique, Nicaragua, Guatemala, Venezuela et Argentine. Éveiller les consciences en matière de droits de l'Homme et en particulier de droits économiques, sociaux et culturels, peut être un moyen de canaliser les luttes sociales pour résoudre les problèmes d'éducation, de santé, de travail, de logement... toujours d'actualité, mais nous savons que pour mettre en place cette réflexion il est nécessaire d'avoir perspective et portée politiques.

Le débat sur la dimension politique des DESC pourra constituer un atout essentiel pour tous les acteurs de la société civile luttant pour un profond changement qui, pour être efficace, ne peut plus se restreindre au cadre national mais doit venir de nombreux territoires et de multiples conditions sociales et culturelles.

